

## Les résidents de Sheikh Jarrah rejettent un contrat  « tyrannique  » avec les colons

### Description

Par Yumna Patel, le 2 novembre 2021

**Les résidents de Sheikh Jarrah ont rejeté une proposition de la Cour Suprême d Isra l qui aurait fait d eux des  « locataires protégés  » dans leurs propres maisons et aurait ouvert la voie   un futur déplacement par les colons israéliens.**



*Des manifestants brandissent une pancarte alors que des pacifistes israéliens et étrangers se joignent aux Palestiniens pour une veill e aux chandelles dans le quartier de Sheikh Jarrah,   l Est de Jérusalem, le 10 août 2009. (Photo : Mahfouz Abu Turk / APA Images)*

Les résidents de Sheikh Jarrah ont annoncé mardi qu ils rejetaient une proposition de la Cour Suprême d Isra l qui aurait fait d eux des  « locataires protégés  » dans leurs propres maisons, ouvrant la voie au futur déplacement de leurs familles par les colons israéliens.

Après avoir refusé au début de l ann e de statuer sur l appel des familles contre leur expulsion, la Cour Suprême [a présenté la proposition](#) en août comme un compromis entre les familles palestiniennes et Nahalat Shimonim, organisation de colons qui cherche   les expulser de chez eux.

Le contrat cherchait   faire des résidents palestiniens des  « locataires protégés  » qui paieraient un loyer annuel de 2.400 shekels (750 \$)   l organisation de colons, leur permettant de rester chez eux.

Accepter leur statut de résidents protégés serait en réalité reconnaître les colons comme propriétaires de la terre   condition que les résidents ont catégoriquement rejeté.

Le contrat cependant n offrait ce statut aux résidents que pour deux générations de plus, après quoi les familles auraient   nouveau été soumises   une expulsion par Nihalat Shimonim, qui prétend que la terre appartient aux colons juifs.

###  « Il est temps que notre Nakba prenne fin  »

Dans une [déclaration](#), les familles ont traité la proposition de  « contrat tyrannique  », dans lequel leur  « dépossession serait toujours imminente et nos maisons seraient toujours considérées comme appartenant   quelqu un d autre.  »

---

« De tels accords détournent l'attention du crime en cours : un nettoyage ethnique perpétré par un système judiciaire colonial de peuplement et ses colons », a dit la déclaration.

Statement from the families of Sheikh Jarrah [pic.twitter.com/737MFmUwyW](https://pic.twitter.com/737MFmUwyW)

à Mohammed El-Kurd (@m7mdkurd) [November 2, 2021](#)

Mardi dans une conférence de presse, Muna El-Kurd a dit que le rejet prononcé par les familles venait « de la croyance en la justice de notre cause et de notre droit à nos maisons et à notre patrie ».

Les familles ont accusé le tribunal d'« esquiver sa responsabilité d'avoir à statuer sur le cas » et d'obliger les résidents à prendre une décision à chose, ont-ils dit, qui créait l'illusion que la balle était dans notre camp ».

Après le rejet des familles, le tribunal va maintenant devoir rendre une décision sur le procès d'expulsion. Si la cour suprême prend une décision en faveur des colons, les résidents palestiniens du quartier seront arrachés de force de chez eux et relogés avec des colons à l'initiative qui a déjà imposé un certain nombre de familles de Sheikh Jarrah.

Alors que l'affaire présente ne concerne que quatre familles, une décision de justice contre les résidents palestiniens ouvrira la voie au déplacement imminent de plus d'une douzaine d'autres familles de Sheikh Jarrah qui sont aussi sous la menace d'ordres d'expulsion.

Le combat des familles de Sheikh Jarrah a été propulsé sur la scène mondiale en début d'année, entraînant des manifestations massives en Palestine et à l'étranger et l'attention des dirigeants mondiaux.

Pendant les manifestations de l'été, on a rapporté que les forces israéliennes avaient violemment attaqué les résidents locaux, ainsi que les journalistes qui couvraient les événements.

Alors qu'on a cru que l'attention internationale portée sur Sheikh Jarrah avait permis d'éviter toute expulsion forcée pour un moment, les résidents maintiennent qu'il faut entreprendre une véritable action pour les protéger.

« La communauté internationale soutient depuis longtemps que l'expansion coloniale et l'expulsion forcée à Sheikh Jarrah sont des crimes de guerre. Alors, elle doit répondre aux graves violations du droit international avec de réelles percussions diplomatiques et politiques », a dit la déclaration des familles, ajoutant que « il faut faire cesser la culture de l'impunité ».

« Il est temps que notre Nakba prenne fin », ont dit les familles. « Nos familles méritent de vivre en paix, sans le fantôme menaçant d'une dépossession imminente. »

**La Cour Suprême confisque la terre pour la municipalité**

Lundi, dans une décision surprise, la Cour Suprême a décidé de confisquer un morceau de terre aux résidents de Sheikh Jarrah à l'entrée du quartier et de la remettre à la municipalité israélienne de Jérusalem.

La terre confisquée mesure environ 4.700 mètres carrés et serait destinée à servir de terrain « public » pour la municipalité.

Dans une déclaration à [The New Arab](#), Hashem Salaymeh, membre du conseil municipal de Sheikh Jarrah, a dit que la décision de confisquer ce bien et de le remettre à la municipalité a été « extrêmement préjudiciable » dans l'affaire des résidents.

« Cela envoie le message que Sheikh Jarrah est visé par tous les acteurs israéliens, le gouvernement, la municipalité ainsi que les colons privés. Cela rend l'affaire de Sheikh Jarrah encore plus compliquée », a dit Salaymeh.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)

**date créée**  
2021/11/05